

FERNANDO VALERA

Député aux Cortes

Ministre du Gouvernement de la République Espagnole en exil.

**LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE
DANS LE CADRE
DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE**



**DOCUMENTS ET ETUDES SUR LA
RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE**

Cahier N° 4

MÉXICO, D. F.

PARIS

Fernando Valera est un chevalier errant de la vérité et de la justice. Homme politique et humaniste, historien des idées et sociologue attentif aux réalités de notre époque, homme dévoué à toute cause noble et combattant infatigable pour la liberté de sa patrie.

Sous la II^e République Espagnole, en 1931, il se fait bientôt remarquer parmi les parlementaires tant par la noblesse et la clarté de ses idées que par la ferveur qu'il met à leur service.

Il est très jeune quand le suffrage populaire le porte à l'Assemblée Constituante (Cortes Constituyentes), mais il a déjà derrière lui une carrière bien remplie de leader démocratique dans la province de Valencia où des obligations professionnelles avaient amené cet Extréméño. La Valencia de Blasco Ibáñez et de Rodrigo Soriano, celle des humanistes - anciens, comme Juan Luis Vives, ou modernes, comme Teodoro Llorente -, celle des artisans et des maraîchers, idéaliste et travailleuse, joyeuse et libérale, se reconnut en ce jeune homme à la voix chaude, à la pensée profonde, qui allait de village en village sous le signe de la liberté et de l'espérance.

Puis ce fut son intense travail à l'Assemblée de la République, son labeur honnête et efficace dans les postes importants qu'il occupa au gou-

LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE
DANS LE CADRE
DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Conférence prononcée le 23 Septembre 1931
à la Sorbonne LA NATIONALE, de Paris
séance organisée par les Spanish Confederation
Societies.

Fernando Lopez est un chercheur
éminent de la vérité et de la justice,
historien politique et humaniste, histo-
rien des idées et sociologue attentif
aux réalités de notre époque; homme
dévot à notre cause noble et respec-
table, infatigable pour la liberté de sa
parole.

Dans la 1^{re} République Espagnole,
en 1931, il se fait bientôt remarquer
pour les patriciens tout par la
noblesse et la clarté de ses idées que par
la loquacité qu'il met à leur service.

Il est très jeune quand le suffrage
universalise le parti à l'Assemblée Con-
stituyente (Cortes Constituyentes), mais
il a déjà derrière lui une carrière bien
remplie de leader démocratique dans
la province de Valence où des obliga-
tions professionnelles avaient été
imposées. La Valence de Miguel
Lopez et de Ramón Sureda, celle des
maestros de escuela, certains Juan
Luis Vives, et autres, comme Pau-
lino Llorca, celle des artisans et
des agriculteurs, idéalistes et travailleurs,
courageux et dévoués, ne reconstruit en ce
moment de la République, à la
manière des villages, qui était de village
et village, que le signe de la liberté et
de la justice.

Plus de six ans de service loyal à
la République, de la République, pour
la République, de service dans les
organes de la République, de service dans les

FERNANDO LOPEZ

Orateur

Ministre de l'Enseignement de la République Espagnole

LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Conférence prononcée le 22 Septembre 1961
à la Société LA NATIONALE, de New-York,
séance organisée par les Spanish Confederated
Societies.

DOCUMENTS ET ETUDES SUR LA
RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

1961 N° 4

1961 N° 4

1961 N° 4

FERNANDO VALERA

Député aux Cortes

Ministre du Gouvernement de la République Espagnole en exil.

**LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE
DANS LE CADRE
DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE**

**DOCUMENTS ET ETUDES SUR LA
RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE**

Cahier N° 4

MÉXICO, D. F.

PARIS

Tous droits réservés conformément à la Loi.

Depuis ses origines

l'histoire du mouvement de la République Espagnole en fait

LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE
DANS LE CADRE
DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE

IMPRIMERIE DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE
Imprimé au Mexique
Printed in Mexico

Editorial TYRIS - MEXICO

Chap. I — La République Espagnole comme problème international.

Le concept de «capacité» 10
Le Statut juridique des républiques espagnoles 15
Le régime espagnol, le problème de droit international 20
Pourquoi l'Espagne est un problème international 25

Chap. II — La République Espagnole comme problème National.

Leur histoire de 14 avril 30
Le rôle du peuple du despotisme traditionnel 35
Caractéristiques historiques, Modalités 40
Le programme de la République 45

Chap. III — Comment et pourquoi fut-elle débilitée
le coup d'Etat international contre la République
Antécédents et témoins 50
Le Mexique — l'histoire exception 55
Pourquoi cette injustice traditionnelle 60

Chap. IV — Comment et pourquoi elle sera restaurée
L'émancipation du peuple espagnol 65
La légitimité républicaine 70
L'Espagne, une révolution exception 75
Pour le renouveau national 80
Le rôle international et la formation de la
République en Espagne 85
Le coup d'État 90
Pour restaurer la République 95

Chap. I — La République Espagnole comme problème International.

Le complexe de culpabilité	13
La prétendue désunion des républicains espagnols	15
Le drame espagnol, un épisode du drame universel	17
Pourquoi l'Espagne est un problème international.	18

Chap. II — La République espagnole comme problème National.

Sens historique du 14 avril	21
Les trois piliers du despotisme traditionnel :	
Cléricalisme, militarisme, féodalité	23
Le programme de la République	26

Chap. III — Comment et pourquoi fût-elle détruite.

Le coup d'État international contre la république :	
Antécédents et témoignages	29
Le Mexique Honorable exception	32
Pourquoi cette injuste trahison universelle?	34

Chap. IV — Comment et pourquoi elle sera restaurée

Revendication du peuple espagnol	37
La légitimité républicaine	38
L'Espagne, une révoltante exception	39
Nous ne renoncerons jamais	41
La paix internationale et la restauration de la République en Espagne	43
La paix prévaudra	44
Nous rétablirons la République	45

LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE COMME PROBLÈME INTERNATIONAL

Je voudrais entreprendre aujourd'hui la tâche ardue de dégager et délimiter les lignes fondamentales du problème espagnol, dont la structure, comme celle des vieilles cathédrales, disparaît derrière une façade baroque surchargée d'ornements, avec ses angelots, ses colonnes torsées, sa flore exubérante et sa faune mythologique.

Dans le dessein de mettre à jour ces lignes essentielles et permanentes du problème espagnol (seul moyen de trouver une norme d'action efficace pour le résoudre), il serait bon de nous libérer d'une série de complexes et de préjugés que les années et les déceptions, l'espoir et la souffrance, les critiques partisans de nos adversaires et le remords de notre propre conscience ont accumulée dans notre esprit, troublant notre vision des faits du passé et barrant la route aux entreprises futures.

Les complexes de culpabilité.

L'un de ces préjugés c'est le complexe de culpabilité qui s'empare du peuple républicain et le condamne au remords et à l'immobilisme. L'autocritique, appelée autrefois examen de conscience, lorsqu'elle est mesurée et sage, contribue à rectifier les erreurs passées et prépare les succès à venir ; mais lorsqu'elle manque de mesure et devient passionnée, elle conduit à la crise morale et à l'isolement, à l'inefficacité et à l'immobilisme.

Une bonne partie du peuple espagnol - plus en Espagne que dans les milieux de l'exil - écrasée par l'ampleur de sa tragédie et victime de l'information unilatérale à laquelle il est soumis depuis plus de vingt-cinq ans, en est arrivée à se persuader que la perte de la République et la prolongation de l'exil lui sont imputables de par son incapacité même à vivre sous un régime de liberté et de démocratie. A partir de ce complexe de culpabilité, de cette conviction d'incapacité inhérente à sa nature, on glisse très facilement vers les sentiments inefficaces d'impuissance à lutter contre le destin, et de résignation devant le fait inexorable de la tyrannie. Il suffira cependant de quelques arguments frappants pour faire tomber le plâtre superficiel des préjugés et des complexes et voir réapparaître la véritable structure de l'édifice : à savoir, que la perte circonstancielle de la République et la prolongation angoissante de l'exil sont des faits étrangers à notre culpabilité.

Un autre de ces préjugés, qui pour aller en sens inverse n'en est pas moins pernicieux, inefficace et fallacieux, c'est celui qui consiste à décharger sur autrui cette culpabilité, qu'il s'agisse de personnalités ou de partis. Selon ceux qui raisonnent de la sorte, la défaite est survenue à cause des autres : à cause de l'égoïsme bourgeois selon les prolétaires, à cause de l'impatience des prolétaires selon les bourgeois ; par le manque de respect envers les traditions chrétiennes du pays au dire des croyants, par excès de timidité face à la puissance de l'Eglise au dire des incroyants ; parce que la République fut trop révolutionnaire selon les conservateurs, parce qu'elle fut trop conservatrice selon les révolutionnaires. Mais à la vérité, de telles divergences dans l'orientation ou le rythme auraient pu donner lieu à des heurts plus ou moins dramatiques et violents - qui sont, en fin de compte, le patrimoine inévitable de toute communauté - mais elles ne sauraient expliquer les causes du déchaînement de notre guerre et encore moins son tragique, injuste et absurde dénouement.

Assurément, le peuple espagnol et le Gouvernement républicain ont commis des erreurs, pas plus graves que celles commises par d'autres peuples moins malheureux ; mais il est tout aussi évident que nous avons connu des réussites et que nous avons montré des vertus politiques dont ne pourraient se vanter d'autres Gouvernements plus chanceux.

La prétendue désunion des républicains espagnols.

Un autre de ces préjugés ou lieux communs c'est la division des républicains. Il sert trop souvent de prétexte pour ne pas reconnaître les devoirs que l'on a envers la République espagnole. Ah ! si seulement les républicains étaient unis !... Eh bien, je défie quiconque de trouver dans l'histoire des émigrations politiques un exemple d'unité comparable à celui dont, nous, les républicains espagnols, faisons preuve. C'est le monde qui est scindé. Notre scission, la seule réellement profonde et pour l'instant insurmontable, ne peut nous être imputée du fait qu'elle ne constitue qu'un simple reflet de celle dont souffre le monde contemporain. Nous, les républicains espagnols, nous ne vivons pas dans les nuages, mais ici-bas, dans le présent, dans notre monde et à notre époque ; et en humains que nous sommes, rien de ce qui affecte le reste de l'humanité ne nous est étranger. Par ailleurs, l'exil est par essence dispersion. Ce n'est pas sans raison que le peuple d'Israël (qui en sait long en matière d'exodes et d'émigrations) appelle l'exil "*diaspora*" : la dispersion. De par la loi fatale de l'exil, les Espagnols républicains nous trouvons dispersés, mais non pas désunis. Chaque fois que les circonstances l'ont exigé, l'unité a été réalisée sur-le-champ. Du temps où l'espoir d'une réparation imminente pour l'Espagne martyre se faisait jour, les éléments conservateurs et chrétiens aussi bien que les syndicalistes et communistes étaient représentés dans les premiers gouvernements de l'exil. Et alors, nous fûmes abandonnés par ceux-là mêmes qui à présent se retranchent derrière

le prétexte de notre désunion. Les milieux de l'exil qui, par le passé, furent unis quand il y avait des raisons de l'être, sauront également s'unir quand viendra le moment de libérer, de réconcilier et de rebâter l'Espagne.

Non, la véritable cause de la défaite « événementielle » de la République espagnole et du prolongement angoissant de l'exil est bien plus simple que cela : la guerre fut perdue parce que le problème espagnol, national, fut submergé par la conjoncture internationale qui nous était adverse; parce qu'Hitler et Mussolini surent intervenir avec une cynique audace alors que les nations démocrates choisirent l'abstention dans l'égoïsme de la lâcheté.

Et l'exil s'est prolongé, non parce que le peuple espagnol s'est résigné à l'esclavage, ni parce que nous sommes dispersés et désunis, ni parce que les gouvernements de l'exil sont incapables, ni parce que les dirigeants politiques et syndicaux sont inaptes, ni parce que le Caudillo possède des dons remarquables de mimétisme et d'adaptation - dons que personnellement je lui reconnais et qui ne se trouvent que chez les chefs providentiels « charismatiques » -, mais tout simplement parce que la position stratégique exceptionnelle de l'Espagne a joué contre les intérêts de la nation, dans cette ère planétaire où tous les grands problèmes nationaux sont tributaires de décisions à caractère universel.

L'unité de la Terre c'est déjà un fait réel bien qu'elle ne soit pas encore organisée en un Etat légal. L'organisme politique mondial, l'Etat Universel, n'a toujours pas été mis sur pied : et comme il n'y a pas d'instrument capable d'imposer à l'échelle mondiale le respect du droit, le monde vit dans l'anarchie au point de vue international. Anarchie au sens vulgaire du mot. C'est un monde sans loi, c'est-à-dire sans norme rationnelle et sans autorité qui la fasse respecter; c'est tout juste un équilibre de pouvoir instable, un chaos de forces aveugles qui ont du mal à se neutraliser et

que seule la peur tient en respect, côtoyant en permanence l'abîme d'une guerre universelle et définitive.

Le drame espagnol, un épisode du drame universel.

A titre d'exemple et comme argument irréfutable, voyez les deux cas concrets de la réunification allemande et de la reconnaissance internationale de la Chine. Nous ne parlons pas ici de la Chine fantasmagorique qui se consume, malgré les injections d'or américain, dans l'île étrangère de Formose qui, soit dit entre parenthèses, n'a jamais été chinoise si ce n'est de manière accidentelle et par le droit de la conquête, au même titre qu'elle fut japonaise, hollandaise ou espagnole. Qu'il me soit permis d'exprimer en passant mon étonnement de constater que l'actuel ministre des Affaires étrangères de Franco, en rédigeant ses *Revendications de l'Espagne* visant à reconstruire l'empire délirant de la Phalange, n'ait pas réclamé pour l'Espagne l'île de Formose qui précisément s'appelle ainsi « Formosa ou Hermosa », c'est-à-dire, La Belle, en castillan ou portugais ancien, car elle fut une possession espagnole à l'époque où l'Espagne et le Portugal étaient unis sous le sceptre de Philippe II.

Nous disons donc que la Chine est le conglomérat de populations humaines le plus considérable dont nous ayons connaissance par l'histoire... Or, ni l'une ni l'autre de ces deux puissantes nations - l'Allemagne et la Chine - n'a pu, dans ces vingt dernières années, réaliser ses aspirations essentielles : la réunification pour l'Allemagne, la reconnaissance légale de son évidente, catégorique et colossale réalité, pour la Chine. Car cela a été entravé par la même conjoncture internationale qui, au long de ces vingt dernières années, a condamné l'Espagne à l'esclavage, et nous autres à l'exil.

Eh bien, si deux des plus puissantes nations du monde, l'Allemagne en Europe et la Chine en Asie, voient leur politique conditionnée par la vie internationale, quoi d'étonnant à ce que l'Espagne, si amoindrie, souffre du même conditionnement ? D'autant que n'ayant pas la puissance des nations précitées, elle souffre plus qu'elle ne jouit, d'une situation stratégique qui en fait l'une des possessions-clef de la planète.

Entendons-nous bien ; reconnaître un fait, prendre connaissance d'une détermination, cela ne signifie nullement se résigner à une situation qui, par ailleurs, est susceptible d'évoluer. Quand je dis que la restauration de la République espagnole dépend en grande partie du problème international et qu'elle n'est pas uniquement un problème interne et exclusivement espagnol, je veux dire tout simplement qu'il faut prendre conscience de ce fait pour choisir les tactiques de lutte qui doivent nous permettre d'atteindre la solution du problème de la manière la plus rapide et efficace, et pour ne pas désespérer en voyant que les espérances sont longues à se réaliser.

Pourquoi l'Espagne est un problème international.

Au cours d'une conférence d'information que j'ai prononcée en 1960 à l'Université de Francfort, en Allemagne, je fondais sur les arguments ci-après le caractère international spécifique de notre lutte pour la restauration de la République espagnole.

a) La prétendue guerre civile fut en réalité un coup d'Etat international tramé par Hitler et Mussolini, comme partie du plan destiné à déchaîner la Seconde Guerre Mondiale; coup d'Etat consenti par les démocraties occidentales, soit par lâcheté - comme la France -, soit par indifférence - comme les Etats-Unis d'Amérique -, soit par perfidie : comme l'Angleterre, celle de Chamberlain, si complaisante

envers Hitler et Mussolini.

b) La défaite de la République espagnole ne fut pas non plus un fait national mais la conséquence de l'intervention armée de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste en Espagne, et du blocus systématique auquel fut soumis le Gouvernement légal par les démocraties occidentales, moyennant l'artifice du Comité de non-intervention. La non-intervention était pratiquement une manière hypocrite et lâche d'intervenir contre le Gouvernement légal, lui refusant le droit de se procurer des éléments de défense que le régime factieux, lui, recevait impunément des dictateurs.

c) Le maintien de Franco au pouvoir n'est pas non plus la conséquence d'une décision du peuple espagnol, privé de ses libertés depuis près de trente ans, mais la répercussion, à l'échelle nationale, de l'état de guerre froide dans lequel se déroule la politique internationale.

L'inefficacité à laquelle se voient condamnés le Gouvernement légal en exil et la résistance intérieure n'est pas un signe d'impuissance permanente, mais un simple effet occasionnel des limitations que nous imposent les forces internationales prédominantes. Qu'auraient pu faire l'Allemagne, l'Italie et la France pour se libérer respectivement d'Hitler, Mussolini et Pétain sans l'intervention des puissantes armées alliées ? Que peuvent faire actuellement les pays soumis à des régimes totalitaires épaulés par l'impérialisme soviétique ? Ils ne peuvent que résister, refuser la soumission; ne pas accepter leur défaite; crier leur révolte et attendre la conjoncture favorable - qui ne manquera pas de se présenter - pour entreprendre une action définitive. A l'égard des peuples soumis à des dictatures comme celle du général Franco, il y a lieu de dire avec l'Evangile : veillez, car le royaume des cieux en vérité doit venir; mais personne ne sait ni le jour ni l'heure.

II

LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE COMME PROBLEME NATIONAL

Le sens historique du 14 avril.

Bien entendu, la République est avant tout un problème national, le problème national par excellence. La République espagnole fut instaurée le 14 avril 1931, à l'occasion d'une consultation électorale libre, convoquée et présidée par le Gouvernement de la Monarchie. Le résultat de la consultation fut si évident et indiscutable que le roi Alphonse XIII en personne reconnut publiquement qu'il avait perdu l'amour de son peuple, et il céda le pas au Gouvernement provisoire de la République. Les ennemis les plus acharnés de la démocratie espagnole, notamment le général Franco, le fondateur de la Phalange José Antonio Primo de Rivera, les grands chefs de l'armée et les Hiérarchies Ecclésiastiques qui plus tard devaient déchaîner la Guerre Civile, reconnurent sur le moment la légitimité de la République naissante.

Et voici un témoignage qui en fait foi : « Le 14 avril vit « la faillite d'un régime. La faillite d'une politique et de « ses classes dirigeantes, ce qui ne voulait pas dire que les « Espagnols fussent en décadence. Voilà pourquoi le peuple « espagnol connut le 14 avril cette aurore d'espérance, car « il a cru qu'une révolution cela signifiait un changement « effectif et radical, une nation qui se relevait et qui mar- « chait de nouveau dans les grandes avenues de l'histoire. » Paroles prononcées par le général Franco dans un discours public le 17 avril 1953.

Cette légitimité fut sanctionnée par le peuple lors des élections aux Cortès Constituentes de 1931 et au cours de deux élections générales successives, si sincères et si honnêtes qu'à chacune d'elles le Gouvernement fut battu, la victoire revenant à l'opposition, en 1933 et 1936.

Comment le miracle de la cession des pouvoirs de la Monarchie à la République fut-il possible ? L'explication est fort simple : la Monarchie espagnole avait épuisé ses possibilités historiques depuis de nombreuses années. Si les mouvements démocratiques espagnols n'avaient pas toujours coïncidé durant le XIX^e siècle avec des conjonctures européennes hostiles, la République aurait été proclamée et consolidée bien avant.

Précisément parce que la Monarchie est une institution épuisée, l'espoir que caressent certaines Chancelleries de voir de nos jours sa restauration, manque non seulement de sens moral, mais encore, de sens pratique. Les Monarchies sont des institutions du passé. Elles ne subsistent que lorsque les rois se laissent dépouiller de leurs pouvoirs et deviennent de simples symboles ou des monuments de la grandeur nationale passée, survivant à la manière des arbres centenaires enracinés dans la terre féconde d'une tradition ininterrompue. Il serait vain de planter une poutre sèche ou une bûche calcinée dans l'espoir de la voir reprendre racine, reverdir et repousser, par un miracle insolite de la Nature.

En Espagne, de par l'interruption de la tradition, l'épuisement de l'institution monarchique et la dégénérescence de la dynastie, elle ne servirait même plus à maintenir efficacement les privilèges des temps révolus ; alors que par contre, elle freinerait l'avancé d'un peuple rajeuni et fort qui aspire à déferler sur le futur, laissant loin derrière lui la poussière de l'histoire.

Tout le monde est persuadé de cela, y compris le Prétendant à la Couronne, dont la seule prétention est de continuer

à prétendre, c'est-à-dire à conserver tous les avantages et les honneurs dus au Prétendant tout en restant à l'abri des risques et des responsabilités inhérents à l'exercice effectif de la royauté.

En revanche, la République représente pour les Espagnols en même temps que le retour aux anciennes libertés traditionnelles des peuples hispaniques, l'intégration dans la civilisation européenne, la tentative ambitieuse de rattraper en l'espace d'une génération le développement historique que l'Europe a réalisé durant ces derniers siècles : la Réforme, en entendant par Réforme non pas le protestantisme mais la conquête de la liberté de conscience religieuse ; la Renaissance, dans la mesure où elle est l'envol audacieux de l'esprit vers la Nature pour contempler le spectacle de sa beauté infinie et pour révéler les lois et les vérités scientifiques de l'univers ; la Révolution, c'est-à-dire la conquête des droits de l'homme et l'instauration de la souveraineté populaire ; le Socialisme, non pas en tant que doctrine philosophique, mais comme développement historique visant à établir la justice et l'abondance dans le processus économique.

*Les trois piliers du despotisme traditionnel :
Cléricalisme, Militarisme, Féodalité.*

Voilà pourquoi le peuple espagnol aimait et aime la République. Les adversaires de la République sont les castes privilégiées qui servaient de fondement au système autoritaire de la Monarchie absolue : le cléricalisme, qui n'est pas l'Eglise ; le militarisme, qui n'est pas l'armée ; la féodalité, qui n'est pas la propriété.

Voyons tout d'abord le cléricalisme espagnol. Les étrangers ne peuvent savoir ce qu'est un cléricalisme à l'espagnole : un cléricalisme qui ignore complètement l'esprit chrétien, et qui aurait plutôt celui d'une féroce secte nord-africaine ; c'est le message d'un Christ apocryphe né non

pas en Galilée, mais à Tanger (selon l'expression du grand poète portugais Guerra Junqueiro), un Christ intransigeant, cruel, déchiré et sanglant, une sorte de prophète almoravide dont le message spirituel n'est que haine, cruauté, extermination des infidèles. Un Christ qui n'a jamais médité au bord du lac de Tibériade, pas plus qu'il n'a parlé du Père universel et miséricordieux qui envoie le soleil et la pluie sur tous les hommes, même sur les injustes; qui n'a jamais prêché au moyen de paraboles lyriques, en parlant des lys des champs et des oiseaux des cieus. Il était donc naturel qu'une pareille secte se jugeât incompatible avec une République d'esprit humanitaire - ce qui revient à dire d'esprit chrétien -, République qui s'obstinait à vouloir implanter la paix et la tolérance religieuse dont jouit toute nation civilisée et éclairée. Bien entendu, depuis la victoire de Franco, l'Espagne connaît sur le plan religieux un véritable régime inquisitorial reconnaissant une Eglise officielle unique dont la caractéristique la plus lamentable est encore moins la cruauté que la sottise, la bigoterie ou l'ignorance.

Quant au militarisme des généraux africains, dont Franco est le prototype parfait, c'était une caste militaire sans occupation utile en dehors de la petite guerre marocaine, puisque l'Espagne, déchue de son ancienne grandeur impériale, s'est transformée en une nation pacifique, lasse des victoires militaires à force d'en avoir eu. Cette caste militaire, pour justifier, à sa façon, sa raison d'être, n'avait d'autre exploit à réaliser que la conquête, l'occupation et le saccage de son propre pays.

Et voici, pour finir, la grande propriété féodale appelée à disparaître d'après les grandes lois économiques au profit de la petite propriété bourgeoise, de l'industrialisation et des formes nouvelles de possession et d'exploitation collective de la terre.

Ils sont toujours d'actualité certains chiffres que je citais dans l'un de mes livres, vers 1932, alors que la République s'apprêtait à entreprendre la Réforme Agraire. Dans la province de Séville, sur les 475.000 ha figurant alors au cadastre, quelque 328 propriétaires en possédaient - et en possèdent toujours - 262.000 ha, c'est-à-dire 56 % de la superficie. A Badajoz, 215 grandes propriétés occupaient - et occupent encore - 438.000 ha. Une disproportion pour le moins égale se retrouve dans les provinces de Cáceres, Cadix, et Málaga. Et je citais une série de villages avec le nombre des propriétaires et des hectares possédés. Je n'en rappellerai que quelques-uns : à Bornos, 3 propriétaires possèdent 45 % de la commune, et à Castellar de la Frontera, toute la commune y compris les maisons, les terres, l'église et jusqu'au cimetière, appartient à un seul propriétaire. A Baena, 3 propriétaires possèdent 7.000 ha; à Valencia de Alcántara, 49 propriétaires, 67.000 ha; à Medinasidonia, 42 propriétaires se partagent 71 % des terres. A Pedroso, province de Séville, un seul propriétaire terrien possède 15.900 ha d'une commune dont l'étendue n'est que de 31.000 ha (soit plus de la moitié de la commune), sans compter les 21.000 ha qu'il a à Belalcázar et 5.000 autres à Almadén de la Plata, ce qui représente un total de 47.000 ha livrés au bon plaisir d'un seul gentilhomme andalou. La situation agraire n'a pas évolué au cours de ces vingt-cinq dernières années si l'on en juge par certaines paroles prononcées le 4 mai 1961 à Cordoue (Espagne) par une autorité dont le témoignage ne saurait être mis en doute : « Durant ce voyage, j'ai pu constater, comme par le passé, la persistance de bien des injustices sociales, de bien des différences irritantes. » Et la presse espagnole de dire : « Des applaudissements enthousiastes l'interrompent. » Ces applaudissements enthousiastes témoignent simplement de l'unité de vues entre le public et l'orateur. Cet orateur était le général Franco.

Mais un seau d'eau froide venait à la suite : quelle solution préconisait le Caudillo omnipotent pour remédier à ces nombreuses injustices et à ces inégalités irritantes? Cédons-lui la parole : « Voilà pourquoi je fais appel aux grands seigneurs de l'Andalousie, à la générosité des hommes de cette terre dont nous avons sauvegardé les domaines et les biens, afin qu'ils collaborent par esprit chrétien à la justice sociale... »

Est-ce une farce? Du cynisme? Plutôt un abominable sarcasme comparable à celui des sicaires qui, après avoir sacrifié Jésus-Christ, clouèrent l'écrêteau INRI au sommet de la croix en le proclamant roi du peuple. Mais ce qu'il est intéressant de souligner c'est la déclaration selon laquelle les grands seigneurs de l'Andalousie ont vu leurs domaines et leurs biens sauvegardés par le « Glorieux Mouvement », ce qui, en toute logique et en bon français, signifie que si le Caudillo n'avait sauvé l'Espagne d'elle-même, de telles injustices sociales n'existeraient déjà plus, pas plus que ces « irritantes inégalités » qui, à présent, le surprennent et qui ne sauraient être réparées en faisant appel à l'esprit chrétien et à la générosité des grands propriétaires andalous, mais par des dispositions légales énergiques et novatrices imposées avec fermeté par le pouvoir public, fût-il révolutionnaire ou réformateur.

Le programme de la République.

Cette réalité sociale déterminait la politique nationale de la République - et déterminera sa politique de demain - si l'Espagne est appelée à devenir une nation moderne. Notre programme peut se résumer ainsi :

— *Sur le plan politique* : Instauration d'une république libérale et démocratique (car telle serait la nôtre), dans laquelle tous les pouvoirs émaneront du peuple et où seront respectés les droits essentiels de la personne humaine et des

minorités nationales conscientes de leur propre personnalité collective et désireuses de la maintenir. Il ne suffisait pas hier de renverser la Monarchie pas plus qu'il ne suffira demain d'en finir avec la dictature ; il faut également implanter la démocratie et garantir la liberté. Si après la chute de Franco un autre régime totalitaire de signe différent était implanté, le problème national n'aurait pas été résolu et notre lutte continuerait jusqu'au rétablissement des libertés humaines et du gouvernement du peuple.

— *Sur le plan religieux* : Liberté de conscience et liberté de culte assurées en mettant un terme aux abus du cléricalisme inquisitorial et intolérant qui identifie la profession de foi catholique et la nationalité espagnole, à l'encontre de ce que pensent et pratiquent les catholiques du reste de la chrétienté à l'image de Rome.

— *Sur le plan social* : Elévation du niveau culturel et économique du peuple par la création d'écoles publiques, tout en facilitant aux enfants du peuple l'accès à l'enseignement supérieur; redistribution effective et rationnelle de la terre et de ses fruits ainsi que du revenu national; développement industriel, comme premières mesures destinées à réduire l'injustice et l'inégalité qui règnent dans la société espagnole.

Il nous est impossible, par manque de temps, de fournir ici des précisions et des chiffres ayant trait à l'œuvre menée à bien par la République pour réaliser ce programme national durant les quelques mois où la République fut gouvernée par des républicains. La preuve de cette volonté de mener à bien une si grande entreprise révolutionnaire - quoi qu'en disent les impatients, les sceptiques, les oublieux, les éternels mécontents - c'est que la révolte des classes privilégiées fut déclenchée contre elle dès le début. Si la République s'était montrée aussi inefficace et conservatrice que le prétendent ses détracteurs, pareille révolte n'aurait pas eu lieu.

III

COMMENT ET POURQUOI LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE FUT-ELLE DÉTRUITE ?

Le Coup d'Etat international contre la République

J'ai déjà dit tout à l'heure que notre guerre civile n'en fut pas une, mais un coup d'Etat international. Pour étayer cette partie de mon exposé, je n'aurai pas recours à mes opinions personnelles; je me bornerai à citer quelques antécédents et témoignages indiscutables.

Antécédents.

a) Lors de la rébellion de la Phalange et des monarchistes, le Gouvernement légal de l'Espagne comprenait exclusivement des ministres démocrates et libéraux des partis de l'Union Républicaine et de la Gauche Républicaine, respectivement dirigés par MM. Diego Martínez Barrio et Manuel Azaña.

b) Le Gouvernement était appuyé au Parlement par les partis du Front populaire, dont les minorités respectives comptaient environ 170 députés républicains libéraux de l'Union et de la Gauche Républicaine ainsi que de la Gauche Catalane; 91 députés socialistes du P.S.O.É. et 14 députés communistes. Au centre-droite il y avait un groupe puissant dont les convictions républicaines étaient plus ou moins douteuses et chancelantes et dont la formation la plus importante était la C.E.D.A. (Confédération Espagnole des Droites Autonomes), sorte de parti démocrate chrétien dont les tendances internes étaient respectivement dirigées par

M. Gil Robles à droite, M. Lucia au centre et M. Jiménez Fernández à gauche. Il y avait également un groupe d'une vingtaine de députés aux diverses tendances monarchistes et quelques autres forces marginales telles que les agraires, la Ligue Catalane, le Parti Progressiste et quelque dix députés nationalistes basques, qui devaient faire preuve d'une loyauté exemplaire envers les institutions légitimes de la République à la minute de vérité : pendant la guerre civile et tout au long de l'exil.

c) Ni le communisme ni le fascisme ne constituaient des forces politiques déterminantes dans la politique républicaine.

d) La République était membre régulier de la Société des Nations, et elle n'entretenait pas de relations diplomatiques, consulaires ni économiques avec la Russie. Il était donc normal et significatif que le premier manifeste des militaires rebelles omît (comme par hasard!) de prêcher la Croisade pour sauver l'Espagne d'un communisme par ailleurs inexistant.

La proclamation d'une Croisade destinée à sauver l'Espagne et l'Europe du communisme, ce fut une révélation que le Caudillo providentiel devait recevoir bien plus tard, et non pas précisément par l'opération du Saint Esprit, mais par l'intermédiaire de Goebbels, qui était le génie inspirateur de la propagande hitlérienne.

Témoignages.

Et voici maintenant quelques témoignages irréfutables prouvant que la guerre d'Espagne fut un épisode de la Deuxième Guerre Mondiale, un coup d'Etat stratégique préparé par Hitler et Mussolini, véritables vainqueurs de la démocratie espagnole et instigateurs de la dictature franquiste.

Dans une lettre adressée le 10 mars 1945 à son Ambassadeur Mr. Armour, le Président Roosevelt affirmait : « Le régime actuel de l'Espagne, du fait qu'il a accédé au pouvoir avec l'aide de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie et qu'il a organisé le pays sur le modèle totalitaire, inspire à juste titre de la méfiance... Il va sans dire que nous n'oublions pas la position officielle de l'Espagne vis-à-vis de nos ennemis de l'Axe, ni l'aide qu'elle leur a prêtée à une époque où le sort des armes nous était adverse... Notre victoire sur l'Allemagne devra entraîner l'extermination de l'idéologie nazie et de toutes celles qui s'y apparentent. » Les Etats-Unis d'Amérique ont oublié par la suite ces déclarations catégoriques du plus illustre de leurs présidents.

Le 15 janvier 1945, Churchill écrivait au général Franco : « ... Tout au long de la guerre, l'influence allemande a été autorisée en Espagne pour entraver l'effort de guerre de la Grande-Bretagne et de ses Alliés... Le Gouvernement espagnol a suivi publiquement une politique non pas de neutralité, mais de non-belligérance... Dans de nombreux discours, Votre Excellence a fait allusion à notre pays et à d'autres membres des Nations Unies en termes méprisants, et elle a parlé de leur défaite, la qualifiant de souhaitable et d'inéluctable... Maintenant que la guerre touche à sa fin et que l'on fait des projets d'avenir pour l'Europe et pour le monde, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut passer outre les antécédents du Gouvernement espagnol et l'activité constamment hostile du Parti Phalangiste, reconnu officiellement comme base de la structure politique actuelle de l'Espagne, ni le fait que la Phalange entretienne des relations étroites avec le Parti Nazi et les Fascistes italiens... » Et le 4 mars 1946, l'Angleterre signait avec les Gouvernements de la France et des Etats-Unis d'Amérique la Déclaration Tripartite où l'on pouvait lire : « ... Aussi longtemps que le

« général Franco demeurera à la tête de l'Espagne, le peuple espagnol ne pourra espérer une association pleine et cordiale avec les nations du monde qui, par leurs efforts communs, ont obtenu la défaite du Nazisme allemand et du Fascisme italien, grâce auxquels le régime actuel de l'Espagne a réussi à s'emparer du pouvoir, et qui ont servi de modèle à celui-ci. » L'Angleterre elle aussi a oublié ces déclarations catégoriques de ses présidents Churchill et Attlee.

Le 3 août 1945, en signant avec Truman et Attlee le Communiqué de Potsdam, Staline prenait l'engagement suivant au nom de la Russie : « ... Les trois Gouvernements ne favoriseront aucune demande d'admission présentée (aux Nations Unies) par le Gouvernement actuel de l'Espagne, lequel, ayant été établi avec l'aide des puissances de l'Axe, et en raison de son origine, de sa nature, de sa conduite et de son association intime avec les Etats agresseurs, ne possède pas les qualités requises pour justifier une telle admission. » L'U.R.S.S. elle aussi a oublié cet engagement historique en votant l'admission de Franco aux Nations Unies, à l'U.N.E.S.C.O., et dans d'autres organismes internationaux, sans faire usage de son droit de veto, comme elle se devait de le faire pour empêcher pareille admission.

Le Mexique : honorable exception.

Les Nations Unies, de leur côté, n'ont pas été plus fidèles à leurs engagements, ni à l'Espagne. Lors de la Conférence de San Francisco, une motion présentée par le Gouvernement du Mexique fut adoptée, relative au sens qu'il fallait donner à ce qui était alors le paragraphe 2, chap. III, de la Charte, expressément rédigé pour rendre impossible l'admission de Franco à l'organisme international en question. Dans les comptes rendus de débats de l'O.N.U. on peut lire

textuellement : « ... Quant à l'admission de nouveaux membres, la Commission a adopté par acclamation le commentaire interprétatif suivant, soumis le 19 juin 1945 par la Délégation du Mexique, et appuyée par les Délégations de France, Australie, Belgique, République Socialiste Soviétique de Biélorussie, République d'Ukraine, Etats-Unis d'Amérique, Guatémala et Chili : *La délégation du Mexique estime que le paragraphe 2 du chapitre III ne peut être appliqué aux Etats dont les régimes ont été établis avec l'aide des forces militaires appartenant aux pays qui ont soutenu la guerre contre les Nations Unies, aussi longtemps que tels régimes se maintiendront au pouvoir.* »

Le gouvernement du Mexique n'a pas oublié ses engagements historiques; il n'a pas voté l'admission de l'Espagne fasciste à l'O.N.U. et il reconnaît toujours comme seul Gouvernement légal de l'Espagne celui de la République espagnole en exil. Voilà pourquoi, pour nous Espagnols, le Mexique est parmi toutes les nations alliées la seule dont l'honneur demeure intact, la seule qui mérite la confiance des hommes et des peuples libres. Le Mexique a sauvé l'honneur du monde occidental.

Pour ne pas m'étendre davantage, je renonce à lire la déclaration des Nations Unies datée du 12 décembre 1946, qui éveilla de grandes espérances parmi les émigrés espagnols et le peuple républicain. Cette déclaration, encore plus énergique et précise que les précédentes, puisqu'elle condamne le régime franquiste et l'exclut de la communauté internationale, fut suivie d'une série de promesses, jamais tenues, devant promouvoir le rétablissement d'un Gouvernement libre en Espagne. Mais quelques mois plus tard, la Guerre Froide se déclenchait, et les Nations Unies oublièrent leurs engagements, leur Charte Constitutive et jusqu'à leur honneur. Elles ne firent rien pour aider le peuple espagnol à se libérer de la tyrannie ; rien, si ce n'est

entraver l'action révolutionnaire de ce même peuple moyennant promesses fallacieuses et espérances mensongères d'une transition normale et pacifique vers la légalité, sous les auspices des Nations Unies. Et puis, les démocraties occidentales qui avaient proclamé le principe de la non-intervention quand il s'était agi de fournir au Gouvernement légal l'aide et l'armement auxquels il avait droit, n'ont cessé d'intervenir pour consolider la tyrannie espagnole, soit par des accords économiques substantiels, soit par des faveurs ou des visites de prestige, soit enfin en ouvrant au Gouvernement illégitime la porte de service de tous les organismes internationaux.

Hitler, à notre avis, a vaincu le monde. Défait sur le champ de bataille et enterré parmi les décombres de la Chancellerie de Berlin, son esprit à la longue a été le véritable vainqueur de la Deuxième Guerre Mondiale ; et Franco, son héritier, est l'authentique guide et prophète de notre cynique et prétendue civilisation occidentale et chrétienne.

Pourquoi cette injuste trahison universelle ?

Cette injustice est d'autant plus scandaleuse que l'Espagne - l'Espagne républicaine s'entend - a contribué au triomphe de la démocratie assez efficacement pour contrebalancer l'appui du régime franquiste à Hitler et Mussolini durant la Seconde Guerre Mondiale. Tout d'abord, par la résistance héroïque et inattendue du peuple et du Gouvernement républicains, qui en prolongeant pendant trente mois - de juillet 1936 à avril 1939 - la guerre contre l'agresseur nazi-fasciste ralentit très considérablement le déroulement des plans stratégiques de l'Axe et retarda le déchaînement de la Seconde Guerre Mondiale. Ce ralentissement, ce retard, furent décisifs dans l'avenir historique, car ils rendirent possible le réarmement des Anglais. En

deuxième lieu, les volontaires de l'armée républicaine, déjà en exil, combattirent sur le front avec un héroïsme sans égal, semant de tombes d'Espagnols libres tous les champs de bataille et tous les camps de concentration de l'Europe. Pourquoi les démocraties victorieuses ont-elles fait preuve d'une semblable ingratitude (qui tient de la trahison) envers l'héroïsme généreux de la République espagnole ? Il n'y a qu'une double explication à cela, une triste explication : d'abord, la peur de la Russie ; et ensuite, la maladresse de croire que pour faire face à l'agression hypothétique du communisme, tous les soldats sont bons, tous les alliés sont purs. Si Hitler avait survécu, on lui aurait pardonné tous ses crimes, tout comme à son successeur, de par la vaine croyance que les dictateurs vendent leurs soldats bon marché pour qu'ils se battent, en mercenaires, pour la liberté des autres. C'est là une grave erreur dont les conséquences peuvent être fatales pour le peuple espagnol et pour le monde libre. Le rétablissement de la République : voilà la seule manière honnête et efficace de pouvoir compter sur l'Espagne et sur ses soldats ; non pas pour une guerre d'agression, car les Espagnols ne feront jamais de bon cœur une guerre d'agression contre un peuple quelconque, mais dans le cas d'une guerre défensive. Ce côté prometteur de la République espagnole doit rappeler par la même occasion au monde occidental ses responsabilités et ses devoirs envers le peuple espagnol. La tentative d'organiser la défense du monde libre en acceptant l'alliance de la dictature d'outre-Pyrénées s'avère impossible autant qu'indécente.

Voici quelques années, je disais à un groupe de parlementaires français (du temps où il y avait encore un vrai Parlement en France) : « L'amitié de l'Espagne a un prix, à savoir : la loyauté envers les droits du peuple espagnol qui n'est pas un peuple inférieur, bon à vivre lui-même dans l'esclavage tandis que l'on envoie ses soldats lutter en mercenaires pour la liberté d'autres peuples, sur

des champs de bataille étrangers. » Cette erreur, fruit de la maladresse et des craintes de la démocratie occidentale, peut être funeste pour l'Espagne et pour le monde.

En 1936, lors du soulèvement de Franco, le parti communiste était une force bien modeste; aujourd'hui, après trente ans de tyrannie appuyée et subventionnée par les Etats-Unis d'Amérique, un fort courant communiste a surgi en Espagne. Il n'est pas encore irrésistible, car il peut être contenu et encadré par la coalition des forces démocratiques libres, mais il peut le devenir si l'actuelle administration américaine persiste dans les erreurs de celles qui l'ont précédée.

Ce courant communiste, issu du désespoir plus que d'une stricte doctrine politique, est une création de Franco. Une grande partie du peuple espagnol tourne son regard vers l'Est, à la recherche de cette liberté que l'Ouest lui refuse : c'est là l'œuvre de la diplomatie américaine. Ou bien le monde libre fait amende honorable avant qu'il ne soit trop tard, ou bien au moment le plus inattendu, une nouvelle zone de conflit apparaîtra au-delà des Pyrénées.

IV

COMMENT ET POURQUOI LA RÉPUBLIQUE SERA RESTAURÉE EN ESPAGNE

Revendication du peuple espagnol.

On a cru également justifier cette trahison universelle de l'humanité par un lieu commun qui a trouvé des apologistes même dans l'émigration républicaine, et suivant lequel le peuple espagnol serait incapable de vivre sous un régime de liberté démocratique. Ce sophisme est l'un des obstacles qui retardent la réalisation du programme que le Gouvernement de la République et les forces majoritaires de l'exil et de l'intérieur ont propagé en vue de rétablir une vie politique normale dans leur pays.

Que prétend donc le Gouvernement de la République ? Que l'on accorde à l'Espagne ce qui a été accordé à tous les peuples après la Deuxième Guerre Mondiale : le droit de choisir, par des élections libres, son propre système de gouvernement. Ce n'est pas trop demander, puisqu'un Infant d'Espagne, Don Jaime de Bourbon, plus sincère et plus patriote en apparence que son frère le Prétendant Don Juan, vient de proclamer ce qui, depuis vingt-cinq ans, constitue la doctrine des Gouvernements Républicains : « Je demande à Votre Excellence - dit-il dans une lettre publique adressée au général Franco - de reconnaître le droit sacré du peuple d'Espagne de choisir dans la paix et la liberté le régime qui doit le gouverner. »

La légitimité républicaine.

Pour sauvegarder ce droit sacré qui est le premier de tout système démocratique, je puis vous assurer que tant que le peuple espagnol n'aura pas fait entendre sa voix - silencieuse depuis février 1936 - le Gouvernement de la République en exil brandira la bannière de la légitimité. Car, même si certains de nos compagnons d'exil ne parviennent pas à le comprendre, le patrimoine sacré de la légitimité a toujours été la forteresse imprenable contre laquelle échouèrent et échoueront les assauts des pouvoirs arbitraires de la tyrannie. Une légitimité qui se dresse, même expatriée et vaincue, demeure néanmoins la semence de révolte la plus féconde du fait même qu'elle est la légitimité. Aucun pouvoir illégitime, pour impressionnants que soient le nombre et la portée de ses canons, ne peut s'estimer consolidé aussi longtemps que les magistrats de la République brandiront le drapeau de la légitimité qui n'est autre chose (et c'est tout dire) que le droit de la nation à disposer d'elle-même. Et il doit en être ainsi, par respect pour l'Espagne qui est un pays aussi digne, aussi noble et aussi apte que les meilleurs dans la pratique de la démocratie, l'élection ou le renvoi de ses dirigeants, en un mot, l'exercice de sa souveraineté. Nous devons refuser avec indignation l'étrange préjugé (actuellement à la mode) qui veut que le peuple espagnol ne soit pas préparé pour la république et la démocratie - mais serait-il mieux préparé pour la tyrannie ? - et qu'il faille créer un dispositif nouveau pour soutenir le système traditionnel espagnol étant donné l'effritement inévitable du système franquiste. Ce dispositif pourrait être une Monarchie absolue, la Monarchie traditionnelle, régnant sur un peuple de gentilshommes, de moines et de mendiants. Ou bien, dans le meilleur des cas, une Monarchie pseudo-constitutionnelle, la Monarchie oli-

garchique, si durement fustigée par le « Lion de Graus »(1); une Monarchie semblable à celle restaurée par Cánovas del Castillo, ce qui serait encore plus indigne et aberrant que la Monarchie absolue, puisqu'elle ajouterait au vice de l'oppression le déguisement de l'hypocrisie.

L'Espagne, une révoltante exception.

Curieuse forme de patriotisme que celle qui consiste à se vanter à tout propos de la gloire historique de l'Espagne tout en refusant à son peuple la faculté de se gouverner lui-même, droit que de nos jours l'on accorde même aux tribus nouvellement arrachées à la barbarie.

Même le yogui hindou, symbole d'un peuple plongé durant des siècles dans l'indolence de la contemplation pré-nirvanique, la barbe et la tignasse envahies par la vermine, les jambes en croix, les ongles perforant la paume des mains, assis sur l'entassement fétide de ses excréments, nourri par la piété et la superstition d'un peuple ignorant et affamé; même cet être immobile, plus proche de la plante que de l'homme, est tiré de son extase par les politiciens occidentaux, et il s'entend dire : « Lève-toi et marche, tu es un homme libre; ton peuple et toi, de par votre humaine condition, avez l'aptitude de vous gouverner vous-mêmes. » Et c'est ainsi que surgit la grande nation indienne, jadis la « Lumière de l'Asie », demain, l'un des grands peuples du monde.

Même le Bédouin, dans sa tribu errante, à travers les déserts du monde arabe, perdu dans la nuit des siècles, patiemment soumis à des sultans, des rois et des califes, est jugé capable de chasser son cauchemar d'indignité et de servitude féodale, capable de réclamer son indépendance, capable de s'intégrer rapidement à la civilisation moderne.

Il n'est jusqu'aux cannibales, jusqu'aux coupeurs de têtes qui, perchés sur leur cocotier au soleil, rongent avec appétit le tibia d'un vieillard de la tribu - immolé et débité par les prêtres dans la croyance de perpétuer ainsi chez les descendants l'âme de la collectivité - il n'est jusqu'à cet être à qui l'on ne fasse appel pour constituer une République indépendante, pour siéger et voter au Parlement de l'humanité, à l'Assemblée des Nations Unies, puisqu'après tout c'est un homme, et que, de ce fait, il est apte à jouir de la liberté. Seul l'Espagnol est un être tellement barbare, tellement indigne et misérable, tellement abject et vil, qu'il doit supporter dans la résignation la tyrannie intronisée par Hitler et Mussolini avec la complicité de la couardise internationale. Et la seule alternative qui lui soit proposée, c'est le choix entre son asservissement actuel et la restauration d'un roi inepte, représentant d'une dynastie dégénérée dont les titres de la légitimité, à défaut de l'amour de son peuple, devront être déterrés d'un amas de poussière et de cendres, dans les sarcophages de marbre du panthéon royal, sous les voûtes sombres du monastère de l'Escorial.

Et pourtant, seule l'Espagne, qui (comme le rappelait autrefois Joaquín Costa avec des accents sans doute quelque peu hyperboliques) avait des lois rédigées en vers à une époque où Rome, mère du droit, n'était pas encore fondée; qui connut les arts avant la Grèce, et l'alphabet avant les Phéniciens, les universités avant l'Allemagne, la démocratie avant la France, la Renaissance avant l'Italie, le Parlement avant l'Angleterre; seule l'Espagne qui pratiquait la tolérance religieuse alors que l'Europe vivait encore plongée dans la barbarie et le fanatisme médiévaux; qui avec les Etymologies de saint Isidore, ses Califes, savants et poètes de Cordoue et ses rabbins de Tolède, fut le flambeau du monde barbare et contribua au progrès philosophique et scientifique de l'humanité; seule l'Espagne, qui avec les voiles de ses caravelles, l'épée de ses guerriers, la charrue

de ses laboureurs et la piété de ses missionnaires découvrit, conquit, peupla, christianisa et civilisa vingt nations, et en faisant pour la première fois le tour du monde, ouvrit l'ère planétaire que nous connaissons; seule l'Espagne qui à deux reprises a su remplacer la Monarchie par la République, par des procédés juridiques et démocratiques, sans avoir à trancher la tête de ses rois, comme la France ou l'Angleterre; seule l'Espagne est une nation non habilitée à choisir son système de gouvernement, une nation qui ne doit pas vivre sous un régime de liberté démocratique!

Nous ne renoncerons jamais.

Eh bien non! La dignité nationale ne tolérera, outre l'infamie de ces interminables années de dictature, la perspective d'une Monarchie imposée à la nation; ce qui reviendrait à endurer un autre quart de siècle de tyrannie déguisée. Qu'ils y songent par deux fois ceux qui, en Espagne ou à l'étranger, prétendent marquer au fer rouge de l'infamie la peau de ce taureau qu'est la Péninsule Ibérique: si un roi venait à être élu et restauré par le peuple au cours d'élections libres et sincères, nous les républicains, nous accepterions de sacrifier nos convictions sur l'autel de la patrie par respect de la souveraineté nationale, qui est la source de toute légitimité. Nous accepterions ce roi, sans pour autant le servir, car Rousseau l'a bien dit - et l'histoire de notre pays le confirme - « Le destin des peuples qui se résignent à la Monarchie, c'est d'arriver à se faire gouverner un jour par des enfants, des monstres ou des imbéciles. » Pour certains, dont je suis, une telle soumission signifierait l'exil à perpétuité. Mais nous garantissons à tout roi imposé à l'Espagne par la confabulation de la féodalité intérieure et de l'impérialisme étranger, la guerre sans quartier, et nous lui prophétisons la révolution et le régicide. Le peuple espagnol est certes généreux, mais bafoué, il peut devenir redoutable. Tous ceux qui sans le

peuple, contre le peuple, au mépris du peuple, introniseraient en Espagne une Monarchie, nécessairement absolue parce qu'imposée, ceux-là seraient des bourreaux plus que des restaurateurs : ils offriraient au roi en guise de couronne la camisole du condamné, ils ne dresseraient pas pour lui l'escalier tapissé menant au trône, mais les marches sanglantes de l'échafaud.

Depuis près de trente ans - plus précisément depuis la dernière réunion du Parlement espagnol, en territoire national, tenue fin février 1939 au château de Figueras - les républicains n'ont cessé de proposer la réconciliation nationale de tous les Espagnols, ainsi que des élections libres et sincères devant décider du régime de l'Espagne. Cette proposition témoigne de la plus grande générosité que l'on puisse exiger de nous au nom du patriotisme. Mais tant que la volonté nationale ne se sera pas exprimée, notre devoir et notre engagement c'est la sauvegarde du patrimoine sacré de la légitimité républicaine. Et cela, non seulement par respect pour l'Espagne, comme je viens de l'expliquer, mais encore par respect envers nous-mêmes qui en tant qu'électeurs et élus constituons une République dont la structure légale peut certes être modifiée - voire annulée - par la volonté du peuple, mais qui ne peut être en aucune manière abrogée par la violence de la soldatesque prétorienne.

Renoncer en temps normal aux droits et à l'honneur inhérents à toute fonction publique, voilà qui peut tenir de l'abnégation ou de la générosité (le plus souvent ce n'est que de l'égoïsme sordide ou de la faiblesse) mais renoncer à ses devoirs c'est de la désertion et de la lâcheté. Or, nous ne sommes ni des déserteurs ni des lâches. Et je reprends ce que j'ai déjà écrit : « Qu'ils se détrompent une bonne fois pour toutes les salariés de la calomnie et les découragés de l'exil; le Gouvernement de la République, représentant suprême de l'Espagne déracinée, demeurera tant qu'il aura une mission historique à accomplir. En son siège de

l'avenue Foch ou dans une mansarde parisienne, sous l'arcade d'un pont ou dans la roulotte du nomade, dans un camp de concentration ou en prison, il y aura toujours le Gouvernement de la République en Exil, tant que l'Espagne ne sera pas un pays libre qui puisse élire un nouveau gouvernement légitime. »

La Paix internationale et la Restauration de la République.

Cette dialectique de la politique internationale qui provoqua la défaite circonstancielle de la République et qui a prolongé notre exil, implique également le triomphe inexorable et définitif de notre cause. Il ne s'agit pas là d'une espérance mais d'une conviction fondée sur la force même des faits.

Franco est issu de la guerre, et il doit périr avec elle. Ses chances de survie - ou celles de son régime s'il venait à disparaître - dépendent de la persistance du climat de guerre qui vit le jour en 1946 lors de la restauration de la Monarchie en Grèce; climat, dont l'Est et l'Ouest se partagent équitablement la responsabilité.

Aussi longtemps que le monde restera en état d'alerte, le rétablissement des libertés en Espagne, sans être impossible, sera une entreprise entravée de difficultés presque surhumaines; non seulement parce que la peur et la corruption font le jeu du militarisme, en Espagne comme partout ailleurs, mais aussi parce que l'alternative probable du fascisme dans un monde en état d'alerte ne saurait être la République libérale et démocratique que nous préconisons.

Quant à nous, nous jouons la carte de la paix, autant pour suivre à la lettre la Constitution de 1931 que parce que nous croyons à une philosophie politique et sociale qui a des partisans dans les deux mondes en lutte.

Cette philosophie est fondée aussi bien sur la générosité humaine que sur l'examen rigoureux et objectif des faits. Le manichéisme contemporain qui présente le drame du monde comme une opposition irréconciliable entre deux mondes, deux impérialismes - capitalisme contre communisme - est une doctrine erronée, comme tous les manichéismes, une superstition, une chimère, même si parfois il prend la forme d'une théologie apologétique impressionnante.

La Paix prévaudra.

Dans les deux mondes rivaux il existe des éléments de progrès, de vie, qui corrigent et compensent les tendances vers la guerre universelle. Dans le monde capitaliste, il y a le libéralisme, dont la forme sociale actuelle est le syndicalisme, qui oblige le premier à évoluer dans un rajustement perpétuel de ses carences internes, pour rétablir par des procédés de liberté l'équilibre et la justice sociale compromis par les contradictions internes du système capitaliste. Et dans le monde communiste, il y a le socialisme, qui oblige le premier à se corriger et à résorber les excroissances dogmatiques et autoritaires de la bureaucratie du Parti unique, ce qui le porte à évoluer vers une plus grande marge de liberté, vers un plus grand respect de la personne individuelle, de l'homme, qui est lui-même le principe et la fin de tout système social.

Voilà pourquoi l'antithèse actuelle n'aboutira pas à la guerre, mais à la paix universelle dans un monde réconcilié, libre et juste, dans lequel l'Est aura assimilé le culte de la liberté de l'Ouest, et l'Occident, le culte de la justice de l'Est.

Voici quelque temps, le Caudillo disait (et il ne croyait pas si bien dire) dans un discours adressé à ses Cortes d'« aménistes » - nous empruntons ici à Baltasar Gracián

le terme d'« aménistes », qui désigne les procureurs (1), dont la seule fonction consiste à dire amen - il disait donc que l'Espagne a devancé le monde. Ce qui serait exact si le monde devait aboutir à la guerre, qui est l'injustice absolue. Alors, l'humanité serait condamnée à vivre sous un régime fasciste et prétorien comme celui de Franco, comme celui dont rêvait Hitler pour le millénaire arien; un monde despotique et hiérarchisé dans lequel une poignée d'assassins installés au pouvoir présiderait aux destinées d'une humanité avilie, esclave et affamée.

Ceci est malheureusement valable pour l'Est comme pour l'Ouest, car le monde communiste connaît aussi des ferments de guerre et des germes d'impérialisme. Voilà qui ne commence à faire de doute pour personne, sauf peut-être pour les gobe-mouches du communisme militant, qui comme toujours, sont les derniers à savoir ce qui se passe en Russie, puisqu'ils n'apprennent la vérité qu'avec cinq ou dix ans de retard, lorsque des rectifications leur parviennent sous forme de consignes dictées par ces conciles œcuméniques que sont les Congrès du Parti.

Nous rétablirons la République.

Oui, la guerre serait le triomphe du militarisme universel, quelle que fût la faction victorieuse, dans la mesure où l'on peut parler de vainqueurs et de vaincus dans une guerre atomique. Parlons plus exactement d'exterminés et de survivants. Dans ce cas, il ne fait aucun doute que l'Espagne de Franco serait le paradigme futur de l'humanité.

Si par contre la paix l'emporte, et si le différend entre les dialectiques des deux mondes, entre les deux concepts de civilisation, est résolu (comme je le pense et comme semble le démontrer l'évolution des faits), nous aurions une nouvelle civilisation que j'appellerais le socialisme libéral ou le libéralisme social, et qui en réalité serait l'équivalent

du socialisme humaniste que préconisait l'insigne et sage Don Fernando de los Ríos. Alors, l'Espagne aurait aussi devancé le monde, car ce nouveau système ne serait autre chose que la République que nous aurions voulu créer, la République dont nous rêvons, la République que nous rétablirons.

Car, n'en doutez point, *nous rétablirons la République*, notre République, la République où le peuple est souverain pour choisir son destin et élire ses autorités, et où sont respectés dans chaque citoyen les droits de la personne humaine. La République où la conscience peut professer librement, dans le respect général, les croyances ou les incroyances dictées par le cœur ou l'esprit de tout un chacun. La République où le pouvoir militaire est soumis, de bon gré, à la suprématie du pouvoir civil. La République qui supprime à la base les injustices et les iniquités sociales; qui réduit le palais du noble pour ennoblir la hutte du mendiant, qui ne tolère pas que l'hermine côtoie la guenille, le luxe la misère, et la ripaille le pain sec. La République qui mène les peuples vers le temps auguste de la paix par le double escalier de marbre de la Liberté et de la Justice.

(1) On appelait le « Lion de Graus », le grand savant et tribun républicain Don Joaquín Costa.

(1) « Procureurs », archaïsme appliqué aux députés des Cortes franquistes.

Nous nous proposons d'informer le monde sur la véritable histoire de la République Espagnole, altérée par des propagandes tendancieuses et sectaires, avec le dessein de réhabiliter un régime et un peuple calomniés.

Démontrer que le peuple espagnol est aussi apte que n'importe quel autre à vivre en démocratie est une manière efficace de préparer le rétablissement de la République.

La fréquence et la diffusion de ces cahiers dépendront des concours que lui apportera l'opinion républicaine.

Les contributions à cette œuvre peuvent être adressées à Fernando VALERA, 26, rue des Plantes, Paris-14^e ou par virement postal au même nom

C. C. P. PARIS 8273-83

vernement et, durant les après années de la guerre espagnole, sa défense acharnée des institutions que le pays s'était données libéralement.

Il prit le chemin de l'exil. Mais il ne cessa pas pour autant de combattre pour l'idéal de sa vie. Sa plume et sa parole, mues par le drame de l'exil et par le désir de retrouver la patrie dans la liberté, se sont montrées infatigables et fécondes durant ces longues années d'exil.

Professeur de la Academia Hispano Mexicana, incorporée à l'Université Nationale Autonome, à Mexico, Ministre du gouvernement espagnol en exil, à Paris, les nobles ambitions démocratiques ne l'ont pas éloigné de la pure spéculation intellectuelle pas plus que l'œuvre du penseur et de l'écrivain ne l'écarte de tous ceux qui espèrent et clament en faveur des libertés espagnoles.

Ses travaux dans des revues et des journaux, ses études sur l'histoire des idées et des lettres espagnoles, ses essais littéraires et ses livres lui laissent encore le temps de tenir sa place politique parmi les Espagnols en exil.

Dur métier que de vivre d'une plume austère et plus encore quand on est exilé. C'est ainsi cependant que Valera poursuit sans défaillance son chemin d'homme politique et d'intellectuel.

EL TIEMPO de Bogotá.